

N° DP 25/2

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE - MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DES ESPACES DESTINES AUX CAPTEURS DE MESURE DE NIVEAUX D'EAU ET DE TEMPERATURE SUR LE DOMAINE PUBLIC PORTUAIRE METROPOLITAIN AU PROFIT DE L'UNIVERSITE DE TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n°2009-877 du 17 juillet 2009, portant règlement général de police dans les ports maritimes de commerce et de pêche,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la demande de l'Université de Toulon en date du 26 mars 2024,

CONSIDERANT que l'Université de Toulon a sollicité la Métropole TPM pour les autorisations d'occupation du système de capteurs des niveaux d'eau et de température du « réseau de stations HTM-NET » implanté entre 2015 et 2018, sur les sites portuaires de la Madrague, de Saint-Elme, de Brégaillon, de Saint-Louis du Mourillon, du Brusç , ainsi que celui de Porquerolles, et que l'Université de souhaite mettre en place le dispositif au port de la Tour Fondue,

CONSIDERANT que le programme, porté par l'Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO), consiste à apporter des données de mesures pour une meilleure compréhension et modélisation des interactions et couplages entre la dynamique côtière et la dynamique littorale à l'échelle des baies, par le développement d'un système d'information sur le long terme,

CONSIDERANT que ces recherches relèvent de l'intérêt général par la participation à une meilleure compréhension et gestion liée aux enjeux climatiques sur le territoire Métropolitain,

CONSIDERANT qu'il convient donc de délivrer les autorisations d'occupation nécessaires au maintien et au développement du dispositif sur l'ensemble des sites portuaires, par le biais d'une convention d'occupation temporaire consentie à titre gratuit,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER avec l'Université de Toulon une convention d'occupation temporaire pour l'occupation, la mise en place et l'exploitation des données de dispositifs de mesure des niveaux d'eau et de température sur le domaine public portuaire Métropolitain pour une durée de trois ans, à compter du 1^{er} janvier 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que la mise à disposition des terre-pleins destinés à recevoir le dispositif de mesures est estimée aux tarifs d'outillage public et redevances de stationnement et d'amarrage des ports de la Métropole TPM à 420,00 € TTC par an (quatre cent vingt euros).

ARTICLE 3

DE DIRE que cette mise à disposition, de nature à contribuer à la satisfaction d'un intérêt général, est consentie gracieusement et qu'elle est donc sans incidence financière sur le budget des ports Métropolitains BA 15.

La présente Décision sera

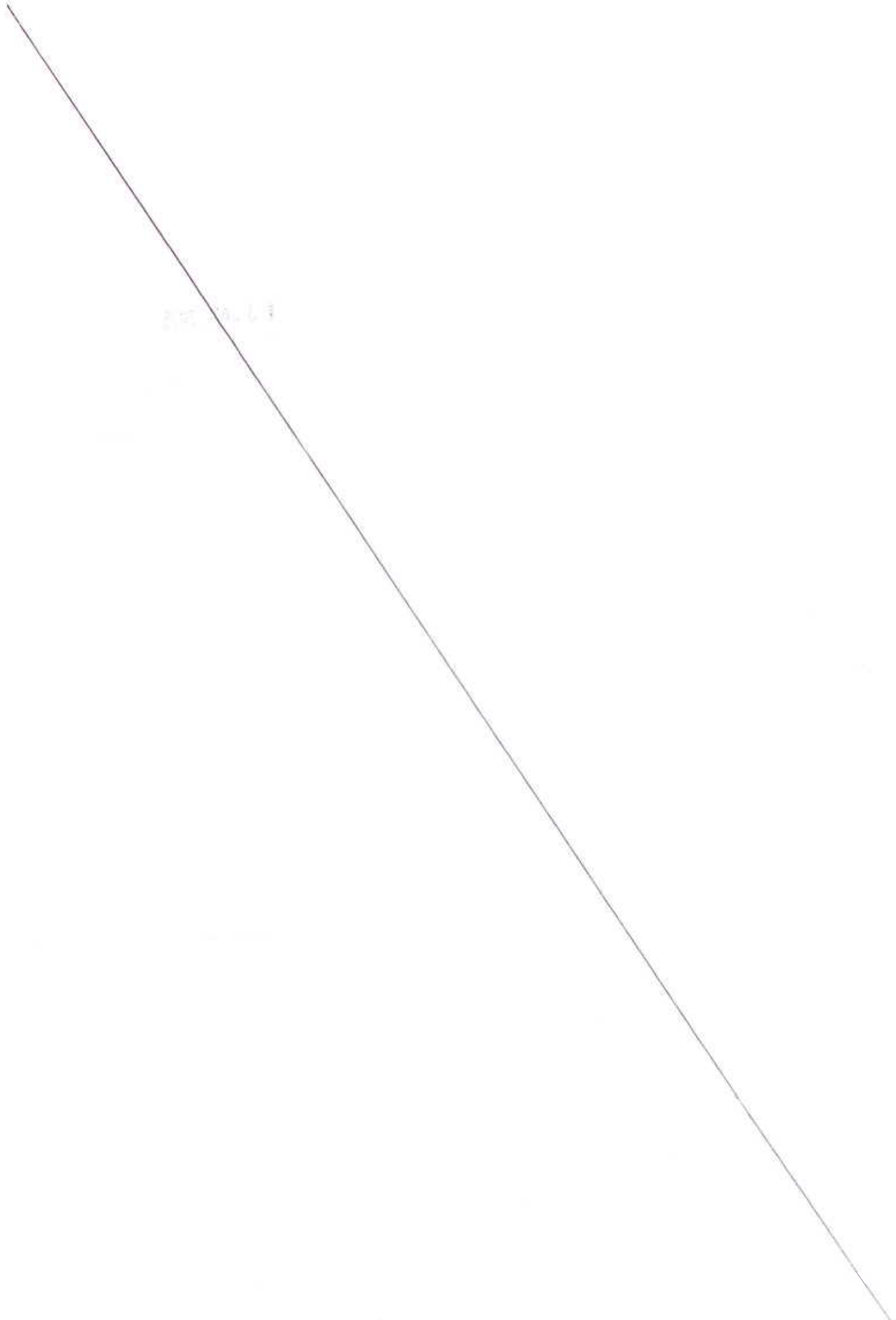
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 JAN. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





200.00.63

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE
A L'UNIVERSITE DE TOULON POUR UN RESEAU DE CAPTEURS DE MESURES DES
NIVEAUX D'EAU ET DE TEMPERATURE IMPLANTES SUR LE DOMAINE PORTUAIRE
DE LA METROPOLE TPM**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 I 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Président n°..... en date du

Ci-après dénommée « **la Métropole TPM** »,

D'UNE PART,

ET

L'Université de Toulon, représentée par Monsieur Xavier LEROUX, Président, domiciliée Avenue de l'Université, 83130 LA GARDE, agissant en son nom en vertu de la délibération CA-2023-15 en date du 11 avril 2023, ainsi qu'au nom et pour le compte de l'Institut Méditerranéen d'Océanologie (MOI), UMR 7294, dirigée par Madame Valérie MICHOTÉY

Ci-après dénommée « **le bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART

Exposé préalable :

La Métropole TPM a autorisé l'Université de Toulon à mettre en place, à titre gratuit, sur plusieurs sites portuaires dont elle a la gestion, un capteur de mesure des niveaux d'eau et de température. La démarche de l'Université, via le projet intitulé « Hydrodynamique et transport de matière en suspension : Niveaux d'eau et Température » porté par l'Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO) vise à récolter des données d'observation des évolutions des niveaux d'eau et températures en zone littorale sur le long terme. Ainsi le réseau de stations HTM-NET a été déployé sur l'aire Toulonnaise sur les sites du port de Porquerolles, de la Madrague de Giens, du Brusca, de Saint Louis du Mourillon, de Brégaillon, et de Saint Elme ; une extension au port de la Tour Fondue est souhaitée. Il convient de délivrer les autorisations nécessaires, par le biais d'une convention consentie à titre gratuit et pour une durée de 3 (trois) ans.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

L'**Université de Toulon**, représentée par Monsieur Xavier LEROUX, Président, domiciliée Avenue de l'Université, 83130 LA GARDE, est autorisée à occuper, aux seules fins d'expérience et de recherche scientifique, un espace permettant la mise en place d'un capteur de mesure des niveaux d'eau et de température. Le capteur est constitué d'une sonde immergée et une autre émergée, contenues dans un cylindre vertical de 110 mm de diamètre extérieur et de 1500 mm et maintenu sur le quai par une plaquette de fixation.

La mise en place et l'exploitation des données récoltées par le capteur de mesure est autorisée sur les ports Métropolitains suivants :

- Port de Porquerolles – Hyères-les-palmiers
- Port de la Madrague de Giens – Hyères-les-palmiers
- Port de la Tour Fondue – Hyères-les-palmiers
- Port du Brusca – Six-Fours les plages
- Port de Saint Louis du Mourillon – Toulon
- Port de Brégaillon – La Seyne-sur-mer
- Port de Saint Elme – La Seyne-sur-mer

Cette autorisation est délivrée pour le seul usage susmentionné. Cet usage ne saurait être modifié (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit de l'Autorité Portuaire.

La présente convention revêt un caractère essentiellement précaire et révocable, ce que le bénéficiaire reconnaît et accepte expressément.

ARTICLE 2 - DUREE

La présente autorisation est conclue pour une durée de **3 (trois) ans**, à compter du **1^{er} janvier 2025**.

A échéance, cette convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Le bénéficiaire ne pourra en aucune manière se prévaloir d'un droit à son renouvellement et au maintien dans les lieux.

Toute demande de renouvellement d'autorisation devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Hôtel de la Métropole, Direction des ports, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex.

Si l'occupation devait être modifiée (en superficie et/ou emplacement), ce courrier devra explicitement le préciser. Faute d'adresser cette demande et les modifications souhaitées dans le délai exigé, cette dernière ne sera pas instruite et aucune autorisation ne sera délivrée.

Le renouvellement de l'autorisation sera à la discrétion de l'Autorité Portuaire, qui pourra le refuser sans motif.

ARTICLE 3 - CLAUSES FINANCIERES

3-1) Montant de la redevance

L'occupation du domaine public n'est pas soumise à redevance, selon la décision du Président de la Métropole TPM, DP n°.....du

3-2) Modalités de règlement

Sans objet.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'OCCUPATION

4-1) Conditions générales

La présente autorisation ne confère, au bénéficiaire, aucun droits réels sur les installations que ce dernier pourrait être autorisé à réaliser sur le domaine public de la Métropole TPM, ni aucun droit à la propriété commerciale.

La présente autorisation régit la situation du bénéficiaire vis-à-vis du droit de la domanialité publique et ne vaut, en aucun cas, autorisation au titre d'autres législations.

La présente autorisation n'est délivrée que sous réserve du respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme, d'installations classées, d'agrément sanitaire, d'hygiène et de sécurité du travail et des installations, de police,...

Le bénéficiaire doit veiller à se conformer aux lois et règlements applicables à l'intérieur des limites administratives du port, et particulièrement au code des transports, au règlement général d'exploitation des ports et au règlement particulier de police applicable au port concerné.

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour permettre ou parfaire sa construction ou son aménagement ou pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole TPM se réserve le droit de les faire exécuter où besoin est.

Le bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

4-2) Conditions particulières

- Le bénéficiaire s'engage à procéder à tous les contrôles, vérifications tant en matière d'hygiène que de sécurité des lieux, installations et équipement de telle manière que leur utilisation soit agréée conformément à leur usage.
- Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'espace mis à sa disposition, ses abords et ses installations en parfait état de propreté et d'entretien.
- Les installations ne devront en aucun cas gêner la libre circulation du public et des usagers du port le long du littoral comme à l'accès aux chenaux d'entrée et sortie du port. Les agents de l'Autorité Portuaire disposeront d'un accès libre à tout moment au domaine mis à disposition.
- La localisation précise de l'emplacement est indiquée par le responsable de chaque site concerné. L'autorité se réserve le droit, en fonction des nécessités d'en modifier, sous sa seule initiative, la localisation. Un nouvel emplacement, d'égale qualité, sera alors attribué au bénéficiaire.

4-3) Etat des lieux, exploitation et entretien

Un état des lieux contradictoire est dressé tant avant l'entrée en jouissance du bénéficiaire qu'à sa sortie des lieux. A défaut d'état des lieux, ceux-ci sont supposés être en bon état.

Le bénéficiaire prend les biens décrits à l'article 1er dans leur état au jour de son entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'occupation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre la Métropole TPM, ni réclamer aucune indemnité ou réduction du montant de la redevance domaniale pour quelle que cause que ce soit. En outre, le bénéficiaire n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance des biens (meubles et immeubles) qu'il est autorisé à occuper.

Le bénéficiaire supporte toutes les charges afférentes à la viabilité, l'entretien, la réparation, la mise aux normes nécessaires à l'exploitation normale des lieux ainsi que les charges liées au fonctionnement de son activité (abonnements en électricité, eau, ...).

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter, à ses frais, toutes dépenses, quel que soit leur coût, nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'entretien et d'usage.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que la Métropole TPM jugera utile d'exercer.

L'occupant répondra de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit de tiers. Il pourra être contraint par la Métropole TPM à effectuer tous travaux de remise en état nécessaires.

La Métropole TPM sera en charge, pendant toute la durée de l'occupation, de toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que locatives.

4-4) Remise en état des lieux

En fin d'autorisation, pour quel que motif que ce soit, le bénéficiaire doit démolir les constructions, aménagements, installations... réalisés le cas échéant sur le domaine public de la Métropole à moins que cette dernière ne renonce expressément, en tout ou partie, à leur démolition.

A l'expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire doit restituer les lieux dans un état conforme à l'état des lieux dressé contradictoirement au moment de l'installation. En cas de différence entre l'état des lieux entrant et la réalité des lieux, à la fin de l'occupation, le bénéficiaire doit prendre en charge, techniquement et financièrement, la remise des lieux en leur état initial. Cette remise en état des lieux n'ouvre droit à aucune indemnisation à son profit.

A défaut pour le bénéficiaire de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de trois (3) mois à compter de l'expiration de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par la Métropole TPM, aux frais et sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le Bénéficiaire est responsable, pendant toute la durée de l'occupation, de tout dommage qui lui serait imputable et qui serait causé au domaine public de la Métropole TPM, aux usagers et/ou aux tiers.

La responsabilité de la Métropole TPM ne peut être engagée à quelque titre que ce soit en cas de dommages causés aux constructions, aménagements et installations qui pourraient être réalisés par le bénéficiaire sur le domaine public. Il en est de même en cas de gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'activité de service public exercée.

Le Bénéficiaire est tenu de s'assurer contre tous risques mettant en cause sa responsabilité civile du fait de son occupation des lieux. La garantie à souscrire est illimitée pour les dommages corporels. La police de responsabilité civile doit impérativement comporter une clause de renonciation, de la part des assureurs, à tout recours contre la Métropole TPM.

Le Bénéficiaire doit également souscrire, pour les ouvrages, constructions et installations qui le nécessitent et suivant leur nature, des assurances le garantissant contre les risques divers, notamment contre les risques d'incendie, de vandalisme ou vol.

Les polices souscrites doivent garantir la Métropole TPM contre le recours des tiers pour quel que motif que ce soit.

Le Bénéficiaire est tenu de transmettre à la Métropole TPM, au plus tard le premier jour d'occupation, et chaque année avant le 31 décembre, les attestations d'assurance garantissant les risques ci-avant mentionnés.

ARTICLE 6 – IMPOTS ET FRAIS

Le bénéficiaire supporte tous les impôts et taxes de toutes natures qui découleraient de l'occupation qu'il exerce sur la dépendance domaniale objet de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – FIN ANTICIPEE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révocable à tout moment, en totalité ou en partie, avant le terme fixé dans les conditions suivantes.

7-1) Résiliation à la demande du bénéficiaire

L'autorisation peut être résiliée à la demande du bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole TPM, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

7-2) Abrogation de l'autorisation pour inexécution des clauses et conditions

La présente autorisation peut être abrogée par la Métropole TPM en cas d'inexécution de l'une des clauses qu'elle contient et, notamment, en cas de :

- non paiement de la redevance échue, et ce dès le premier terme ;
- cession totale ou partielle de l'autorisation ;
- non usage des biens pendant une durée de six (6) mois consécutifs ;
- non respect d'une ou plusieurs prescriptions et/ou engagements particuliers ;

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

7-3) Abrogation de l'autorisation pour motif d'intérêt général

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment, totalement ou partiellement, par la Métropole TPM pour un motif d'intérêt général (notamment conservation et protection du domaine public, travaux de réaménagement du site, considération de police et d'ordre public, travaux d'intérêt portuaire...).

En pareille hypothèse, le bénéficiaire peut prétendre à une indemnité correspondant à son manque à gagner résultant de cette décision. Ce manque à gagner couvre la durée restant à courir jusqu'au terme initialement prévu de l'autorisation. Il est déterminé en fonction de la démonstration comptable et factuelle des résultats que le bénéficiaire pouvait espérer au regard notamment de ceux dégagés antérieurement (étant précisé qu'une attestation n'est pas une démonstration). Pour la fixation de cette indemnité, le bénéficiaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une indemnisation de la perte d'un potentiel fonds de commerce quand bien même celui-ci serait constitué. Il est convenu entre les parties que le montant de cette indemnité est plafonné à la somme de deux redevances annuelles.

L'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général est exclusive du versement de toute autre indemnité.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

7-4) Fin de l'autorisation en cas de survenance d'éléments imprévisibles

Il est mis fin à la présente autorisation, de plein droit et sans préavis, par la Métropole TPM, avant son expiration dans les cas suivants :

- cas fortuit ou cas de force majeure ;
- dissolution de la société pour quelle que raison que ce soit.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

ARTICLE 8 – EXECUTION

Le Président de la Métropole TPM sera chargé de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront de la compétence du Tribunal administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le

Le Président de l'Université de Toulon

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Xavier LEROUX

Jean - Pierre GIRAN

La Garde, le 26 mars 2024

Suivi laboratoire par : Tatly MISSAMOU
Tél. : 04.94.14.26.96
Mél. : tatly.missamou@univ-tln.fr

Suivi administratif par : Alice BORNAND
Tél. : 04.94.14.29.32
Mél. : alice.bornand@univ-tln.fr
Nos références : DIREP/MN/AB/ 2024-

Xavier LEROUX
Président de l'université de Toulon

A

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole TPM

Objet : Demande d'autorisation ou convention d'occupation temporaire sur différents sites pour l'installation de capteurs de niveau d'eau et de température dans le cadre du Réseau d'observation HTM-NET

Monsieur le Président,

L'Institut Méditerranéen d'Océanologie (M.I.O) a entrepris depuis plusieurs années un programme d'observation des évolutions des niveaux d'eau et températures en zone littorale sur le long terme, en développant le réseau HTM-NET (Hydrodynamique et Transport de MES : Niveaux d'Eau et Température).

La Métropole TPM a apporté son concours depuis le début du programme, et je vous en remercie, d'une part au niveau logistique en autorisant l'installation d'instruments dans les ports gérés par TPM, et d'autre part au niveau financier par le co-financement TPM de projets de recherche portés par l'Université de Toulon. Le réseau compte aujourd'hui 12 instruments répartis dans l'aire toulonnaise dont 7 gérés directement par TPM (voir site <https://htmnet.mio.osupytheas.fr/HTMNET/squel.php?content=accueil.php>).

Je vous demande par la présente de prolonger les autorisations d'occupation temporaire des sites suivants qui sont arrivés à échéance et d'autoriser l'occupation de deux sites non référencés jusqu'alors :

PORT	COMMUNE	AOT PRECEDENTE
Port de La Madrague	Giens	AOT - arrêté 2015/036
Port du Brusc	Six Fours Les Plages	AOT - arrêté 2016/044
Port de Brégaillon	La Seyne su Mer	AOT - arrêté 2015/037
Port de Saint Elme	La Seyne su Mer	AOT -arrêté 2015/129
Port de Porquerolles	Hyères Les Palmiers	AOT – arrêté 18/125
Port Saint Louis	Toulon	NA
Port de la Tour Fondue	Hyères Les Palmiers	NA

Etant donné le caractère scientifique des installations concernées, l'université de Toulon souhaite obtenir une occupation à titre gratuit et pour une durée de 3 ans si il s'agit d'une COT (convention d'occupation temporaire) ou de 5 ans dans le cas d'une AOT (autorisation d'occupation temporaire).

Dans l'attente d'une suite favorable à cette demande, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes salutations distinguées.

Xavier LEROUX

Amicalement,

Président

